



DÉPARTEMENT

DE LA MARNE

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CHAVOT-COURCOURT****Séance du Jeudi 18 octobre 2012**

Nombre de membres :  
Afférents au CM : **11**  
En exercice : **11**  
Qui ont pris part  
à la délibération : **10**

L'an deux mil douze et le dix-huit octobre 2012 à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur BUTIN Gérard, Maire.

Date de la convocation :  
**01/10/2012**

Présents : Tous les membres en exercice à l'exception de Madame RICHARD Maryse représentée par Madame DETANTE Nadia et Monsieur TISSIER Jacques excusé.

Date d'affichage :  
**01/10/2012**

A été nommée secrétaire de séance : Madame PERREAU Valérie.

**N° 22/2012****N° 22/2012 – Prescription du Plan Local d'Urbanisme :****Objet de la délibération :****Prescription du Plan  
Local d'Urbanisme**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L 123-1 à L 123-13, L 300-2 R 123-15 à R 123-25

Vu le POS approuvé le 14 juin 1994

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et considérant qu'il a lieu de mettre en révision le POS et d'élaborer un PLU sur l'ensemble du territoire communal pour les raisons suivantes : Application des nouvelles dispositions de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 et de la Loi Urbanisme et Habitat du 02 juillet 2003

Le Conseil Municipal décide

**SOUS-PRÉFECTURE**  
**25 OCT. 2012**  
**D'ÉPERNAY**

Acte rendu exécutoire  
après  
dépôt en Préfecture et  
publication

Le .....

1. de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal,
2. que la concertation avec le public sur le projet de PLU se déroulera dès la prescription du PLU jusqu'à l'arrêt du projet au sens de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme et précise les modalités de concertation suivantes : bulletin municipal et concertation avec les habitants de la commune,
3. de demander, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la DDT soient mis à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de PLU,
4. de solliciter de l'Etat, conformément à l'article L 121-7 du code de l'urbanisme, ainsi que du Conseil Général, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et les frais d'étude nécessaires à la constitution du PLU,
5. de charger un Cabinet d'Urbanisme de réaliser les études nécessaires à la constitution du PLU,
6. de donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la constitution du PLU,



DÉPARTEMENT

DE LA MARNE

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CHAVOT-COURCOURT****Séance du Jeudi 18 octobre 2012**

Nombre de membres :  
Afférents au CM : **11**  
En exercice : **11**  
Qui ont pris part  
à la délibération : **10**

L'an deux mil douze et le dix-huit octobre 2012 à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur BUTIN Gérard, Maire.

Date de la convocation :  
**01/10/2012**

Présents : Tous les membres en exercice à l'exception de Madame RICHARD Maryse représentée par Madame DETANTE Nadia et Monsieur TISSIER Jacques excusé.

Date d'affichage :  
**01/10/2012**

A été nommée secrétaire de séance : Madame PERREAU Valérie.

**N° 22/2012****N° 22/2012 – Prescription du Plan Local d'Urbanisme (suite) :****Objet de la délibération :****Achat d'un logiciel de  
dématérialisation**

7. de s'engager à inscrire au budget de l'exercice considéré (chapitre 20, exercice 2012/2013) les crédits nécessaires destinés aux dépenses afférentes à la constitution du PLU.

Conformément à l'article L 123-6 du code de l'urbanisme :

La présente délibération sera transmise au Sous-Préfet d'Epervay et notifiée :

- aux présidents du conseil régional et général
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre d'agriculture
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de schéma de cohérence territoriale (lorsque la commune est comprise dans le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale, ou lorsqu'elle n'est pas couverte par un schéma de cohérence territoriale, elle est limitrophe d'un tel schéma)
- au président de la CC3C.

**PRÉFECTURE  
25 OCT. 2012  
D'EPERNAY**

Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Acte rendu exécutoire  
après  
dépôt en Préfecture et  
publication

Le .....

*Fait à Chavot-Courcourt, les jours, mois et an ci-dessus*  
Pour extrait conforme au registre  
Le Maire

Gérard BUTIN

